

## Sylvain Pattieu

Jeune militant altermondialiste, historien.

### Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes

**Dix ans après la révolte zapatiste du Chiapas et l'apparition du personnage** du sous-commandant Marcos, six ans après Seattle et son alliance des défenseurs des tortues et des syndicalistes, quatre ans après le procès de José Bové à Millau et trois ans après Gênes, le mouvement altermondialiste est confronté à un certain nombre de questions sur ses perspectives. En France, ces interrogations sont particulièrement visibles dans les remous qui ont traversé l'association ATTAC, à travers notamment la tentative de constitution de listes « 100 % altermondialistes » lors des élections européennes.

Dans l'Hexagone, le mouvement altermondialiste, malgré la dimension internationale d'Attac, n'a jamais pris autant d'ampleur qu'en Italie. La jonction avec les grandes confédérations syndicales n'a jamais été complètement réalisée. Surtout, il n'y a pas eu, en comparaison avec l'Espagne et l'Italie, de mouvement large et durable dans la jeunesse, comme les Désobéissants italiens, même s'il ne faut pas par contrecoup surestimer les exemples italien et espagnol. Il faut aussi garder à l'esprit qu'en Italie, le mouvement altermondialiste reposait sur des processus politiques antérieurs constitutifs d'identités collectives fortes, fondées sur la mise en place des centres sociaux, et sur l'importance du courant « autonome ». Le militantisme altermondialiste en France ne partait pas sur les mêmes bases ni avec les mêmes acquis ; il a pourtant permis à de jeunes militants d'entrer en politique, au sens non partisan du terme, et de faire leurs premières expériences au sein du mouvement. Si le mouvement altermondialiste trouve indéniablement ses racines dans une histoire qui remonte au-delà de 1994<sup>2</sup>, il a constitué néanmoins une expérience fondatrice pour ses plus jeunes participant(e)s, même si certains d'entre eux avaient fourbi leurs premières armes militantes lors du renouveau des mouvements sociaux des années 1990 (Ras L'Front, AC!, SUD, Act up, le DAL...). Les pionniers en ce domaine ont été sans doute les militants d'Aarrg! (Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale), réseau créé au début de 2001, principalement composé au départ d'étudiants de l'École normale supérieure de Fontenay (actuellement à Lyon). Christophe Aguiton notait, dans *Le Monde*

*nous appartient*, en comparant avec les mouvements de jeunes de la fin des années 1960 et du début des années 1970, la nécessité d'un « temps de diffusion pour qu'un mouvement à portée universelle (...) parti, à tous les points de vue, du centre : centre des villes, centre du savoir (les grandes universités), centre du pouvoir (les enfants de la bourgeoisie), touche toutes les couches de la société »<sup>3</sup>. Tandis que les activistes de Aarrg! expérimentaient des pratiques militantes fondées sur la désobéissance civile, des collectifs altermondialistes se sont aussi formés dans la perspective du G8 de Gênes, en juillet 2001. Ces collectifs regroupaient organisations, groupes jeunes d'Attac, Aarrg!, mouvements politiques de jeunesse (JCR, Socialisme par en bas...) et individus. Le contre-G8 de Gênes a constitué un événement fondateur dans la découverte, pour beaucoup, des modes d'action des Désobéissants italiens, et aussi dans la confrontation à la répression d'État. Les collectifs Vamos! (Vive l'action pour une mondialisation des solidarités) et CLAG (Collectif lyonnais après Gênes) sont nés de cette mobilisation, et ont perduré par la suite, en participant notamment aux contre-sommets de Bruxelles, de Séville, au contre-G8 d'Évian, ou aux forums sociaux européens de Florence et de Saint-Denis.

Ces collectifs créés autour d'échéances sont soumis à un décalage entre leur sphère d'influence, notamment lors d'échéances qui mobilisent des milliers de jeunes, et leur réalité militante, qui repose sur un nombre très limité de personnes. Ces collectifs ont eu du mal à structurer une activité permanente, durable et locale, dans les universités par exemple, sauf quand la base du collectif était par exemple un collectif Attac-université. Malgré quelques belles réussites militantes, ils ne sont pas parvenus à faire naître un mouvement semblable à celui des Désobéissants en Italie, mais plusieurs réseaux sont nés qui peuvent catalyser des mobilisations importantes lors de prochaines échéances. Si les collectifs semblent aujourd'hui marquer le pas, ce n'est sans doute que provisoire. Les échéances sont tout d'abord moins nombreuses, car les grandes institutions internationales type G8 ou OMC essayent désormais autant que possible de se réunir dans des lieux isolés, du désert du Qatar aux montagnes canadiennes, qui rendent des manifestations d'ampleur difficiles. D'autre part, la répétition des forums sociaux et des contre-sommets peut conduire à un sentiment de routine. Il faut cependant noter que des temporalités et des rythmes très divers coexistent : certains ont derrière eux un bagage de plusieurs forums sociaux, voire mondiaux, tandis qu'à chaque nouvelle échéance de nouveaux participants vivent leur « Seattle » ou leur « Gênes ». Ces rythmes différents entraînent des questionnements et des attentes différents selon l'ancienneté de la participation. Certains des anciens, s'ils interviennent moins dans les collectifs altermondialistes, ont diversifié leur investissement militant, et participent aux actions antipubs, aux collectifs

d'intermittents du spectacle, au réseau des No Vox (DAL, Droits devant...), voire à des partis politiques.

Les considérations qui suivent ne sauraient donc prétendre rendre compte de l'état d'esprit, si telle chose était possible, de l'ensemble du mouvement altermondialiste. Elles consistent seulement à tenter de retirer des expériences de militantisme au sein de ces collectifs quelques éléments utiles dans la réflexion pour un nouveau projet anticapitaliste, pour le chantier d'une nouvelle force, d'un nouveau parti, à la gauche de la gauche. Un certain nombre de militants politiques participent à ces mouvements, y apportent un savoir-faire indéniable, participent à nourrir la repolitisation introduite par de tels mouvements, après la « fin de l'histoire » décrétée au début des années 1990. Mais ils doivent enrichir également leur réflexion de leur investissement au sein des mouvements altermondialistes, et tenter d'en faire profiter de manière collective leurs organisations respectives. Écrit par un militant de la LCR investi dans l'association Vamos!, cet article vise à dégager quelques-uns de ces aspects, sans prétendre à la nouveauté: de nombreux thèmes et aspirations remis au goût du jour par le mouvement altermondialiste appartiennent à des traditions plus anciennes. C'est le cas par exemple pour la dimension festive qui tient une place importante dans ces collectifs, qui ont organisé des festivals liant politique et concerts, lors du festival Charivari à Paris ou de « Traboulons le G8 » à Lyon: de telles aspirations à lier aspects festifs, sociaux et politiques étaient déjà présentes dans les années 1970. Du fait de leur découverte par de jeunes activistes, ces traditions exhumées apparaissent parfois abusivement comme du bois neuf. Leur exhumation traduit cependant un esprit du temps sur lequel les organisations politiques de gauche radicale auraient tort de faire l'impasse, qu'elles ne doivent pas observer en spectateurs blasés: elles doivent au contraire s'en inspirer pour renouveler leurs formes d'organisation et repenser leur stratégie et leurs thématiques. Les remarques suivantes laissent de côté la prise de conscience globale (marchandisation, guerre, écologie, inégalités, questions de genre...) liée aux thématiques abordées par le mouvement altermondialisation, qui doivent bien sûr être prises en compte par la gauche radicale, et se concentrent sur l'articulation entre théorie et pratique, sur les rapports à la représentation et à la hiérarchie, sur le fonctionnement en réseau et sur les questions stratégiques.

### **Un refus du décalage entre théorie et pratique**

Les jeunes militants altermondialistes éprouvent une méfiance presque « générationnelle » envers la politique. Sans vouloir s'illusionner et croire que les autres époques furent forcément plus « politiques », il s'agit de comprendre cette méfiance, nourrie par la faillite des régimes dits « communistes », et

aussi en France par la déception engendrée par la gauche de gouvernement, de Mitterrand à Jospin. De cette méfiance découle une volonté de ne pas s'en tenir aux discours et aux promesses, et de donner dans la pratique des signes de sa volonté de changer les choses. C'est en ce sens qu'on peut comprendre une expérience comme celle du Village intergalactique d'Annemasse lors du contre G8 d'Evian en juin 2003, qui a rassemblé près de 5 000 personnes pendant plusieurs jours. L'idée était de s'opposer au G8 en proposant une expérience de vie collective, dans un « village » de tentes au milieu des champs, afin de ne pas seulement s'opposer par des modes traditionnels à la réunion des puissants de ce monde, mais de dessiner des pistes de vie alternatives. Le village intergalactique reposait sur des principes d'autogestion, de partage des tâches collectives, avec l'organisation de débats et la préparation d'actions anti-G8 en son sein. Des cantines militantes proposaient de la nourriture biologique à prix coûtant, un service d'ordre collectif était organisé.

Une telle démarche peut sembler naïve, illusoire dans son efficacité, notamment parce qu'elle accreditte l'idée qu'il est possible de construire des espaces de liberté à l'intérieur même du capitalisme sans renverser ce système. Mais le village intergalactique était compris comme un espace provisoire, comme ces « zones d'autonomie temporaires » mises en place par les activistes anglo-saxons. Si une telle démarche laisse craindre le risque d'un espoir trop grand placé dans des « îlots » de société idéale perdus au milieu d'un monde sans pitié, elle présente l'avantage d'éviter l'autre face de la médaille, qui menace les révolutionnaires et plus largement ceux et celles qui veulent changer le monde, c'est-à-dire le millénarisme, le mythe du « grand soir », seul moment durant lequel tout sera possible. Elle marque une volonté radicale de changement, ici et maintenant, dans les esprits et dans les corps, et veut prouver que même dans le monde capitaliste il est d'ores et déjà possible d'agir selon une logique qui ne soit pas la logique folle du profit, du productivisme, de l'autoritarisme. Il y a bien sûr loin entre l'idéal et la réalité: des douches froides, des toilettes chimiques fournies par les pouvoirs publics, des objets dérobés dans les tentes, des tâches qui sont réparties plus ou moins bien et qui reproduisent parfois les rôles sexués issus de la domination masculine. Il est bien difficile de s'extraire de la société dans laquelle on vit, mais ce qui compte est la volonté de proposer, symboliquement, un autre mode de fonctionnement, effectif ne serait-ce que l'espace d'une semaine, et de s'auto-organiser. L'idée est aussi de commencer à changer les choses par en bas, à son échelle, ce qui peut être problématique si on en reste là, mais la gauche radicale doit réfléchir à concilier ces aspirations, légitimes au regard du bilan du siècle, avec l'idée de rupture, de révolution.

Une telle volonté s'est retrouvée lors du FSE de Paris-Saint-Denis, en novembre 2003, à travers la constitution du GLAD (Globalisons nos luttes et nos

actions de désobéissance !), espace qui devait fonctionner selon les mêmes principes que le village intergalactique d'Annemasse. La réalité est bien différente entre des champs savoyards ensoleillés et un froid gymnase du périphérique parisien en automne, et le GLAD n'a pas été un lieu de vie au même titre que le village intergalactique : l'autogestion y a été limitée au petit nombre des organisateurs. Avec l'idée de participer au travail de réflexion du FSE mais d'en faire également, comme cela avait été le cas au moment de Florence, un lieu de luttes, il a constitué un cadre permettant d'allier réflexion globale et action locale, toujours dans l'idée de ne pas dissocier théorie et pratique. Parmi ces actions, l'occupation de locaux d'Air France pour protester contre l'expulsion des sans-papiers dans les avions de la compagnie, et le blocage du MacDonald des Champs Élysées en soutien aux salarié(e)s du MacDonald Strasbourg-Saint-Denis en grève depuis plusieurs mois. De telles actions de désobéissance civile permettent, comme l'encerclement des zones rouges lors des contre-sommets, de faire la preuve, même si elles ne sont que symboliques puisque non-violentes, de notre détermination, d'une volonté d'en passer s'il le faut par l'illégalité pour dénoncer l'illégitime, de ne pas s'en tenir aux discours ou au rituel habituel de la manifestation. Leur caractère international, pendant les FSE ou les contre-sommets, dessine d'ailleurs de nouveaux espaces de la manifestation<sup>4</sup>.

### **Une méfiance de la représentation et de la délégation**

Autre caractéristique de ces collectifs altermondialistes, qui va de pair avec la méfiance pour la politique partisane : l'existence de fortes réticences vis-à-vis de la représentation et de la délégation. Daniel Bensaïd note souvent que les contre-pouvoirs eux-mêmes n'échappent pas à la question du pouvoir, à l'instauration de phénomènes de domination, voire de bureaucratisation. Un tel rejet de la délégation et de son possible pouvoir oppressif se comprend aisément, mais ne va pas sans poser de véritables problèmes, dès lors que délégation et hiérarchie sont parfois confondues dans la même dénonciation. Ainsi, la première Assemblée générale au début du village intergalactique reste un souvenir mémorable pour beaucoup de participants. Le village était partagé en *barrios*, quartiers qui représentaient des pôles affinitaires différents (écologistes, désobéissants, anti-guerre, ONG...). Chaque jour les *barrios* devaient envoyer des délégués qui se réunissaient pour discuter de l'organisation du village et pouvaient prendre des décisions. Dans le *barrio* désobéissant, la première réunion pour élire des délégués a tourné au burlesque quand il s'est agi de désigner les délégués, qui devaient tourner tous les jours. Afin d'éviter la reproduction de mécanismes de domination à l'œuvre dans les processus de délégation (ce sont souvent ceux qui disposent

du plus de capital social ou culturel qui se proposent, et plus souvent des hommes que des femmes), la décision fut prise de tirer au sort les délégués chaque jour ! Ce type de fonctionnement peut faire sourire au premier abord, mais témoigne d'une réflexion à laquelle la gauche radicale doit se soumettre, sur les mécanismes de sélection des représentants et des dirigeants par exemple. De tels réflexes de méfiance conduisent cependant à des difficultés dès qu'il s'agit de produire une parole collective, chacun n'étant, dans cette logique, que le porte-parole de soi-même. Ils permettent pourtant de donner une place aux individus, notamment à ceux qui ne sont pas « encartés », dans un syndicat, une association ou un parti, au sein du collectif : la plupart des collectifs type Vamos ! ou le CLAG, créés au début comme des collectifs d'organisations, ont acquis une autonomie et ont permis d'agréger des individus qui ne se sentent pas écrasés par le « poids des orgas ». Ils n'évitent pas les phénomènes de leaders « naturels » non élus qui parviennent à s'imposer parce qu'ils sont reconnus par tous. Reste qu'il y a néanmoins quelque chose de fondamentalement sain dans cette aspiration libertaire à une démocratie radicale, à la rotation des tâches d'animation (avec la mise en place de collectifs d'animation tournants) ou de « direction » (même si le terme n'a pas bonne presse), dont pourraient s'inspirer la plupart des partis de gauche, et même d'extrême gauche, où les responsabilités importantes sont peu partagées, où l'idée de limitation des mandats est préconisée en ce qui concerne le monde parlementaire mais pas dans les directions des organisations.

### **Recherche du consensus, fonctionnement en réseau**

L'organisation du village intergalactique par *barrios*, par pôles affinitaires, correspond à un fonctionnement qui a fait ses preuves lors des contre-sommets. Le principe consiste à répartir l'espace selon des regroupements qui partagent les mêmes objectifs et les mêmes modes d'action. Ce principe peut valoir pour le village intergalactique comme pour une manifestation : lors de l'encerclement d'une zone rouge par exemple, il s'agit de se partager les rues à occuper en fonction du degré de confrontation avec les forces de l'ordre, ou du type d'actions symboliques envisagées. Un tel fonctionnement permet d'associer des groupes ayant des modalités d'action et des bases idéologiques très différentes. La recherche du consensus est de mise lors de la préparation des initiatives, sans jeter d'anathèmes et sans sectarisme. Sans s'étendre plus longuement sur ce fonctionnement qui a été analysé par ailleurs, et qui caractérise l'ensemble du mouvement altermondialiste et pas seulement les collectifs jeunes, il faut insister sur le fait qu'il permet de faire travailler ensemble des groupes forts différents, des libertaires aux ONG chrétiennes, dans le réseau G8 Illégal qui a préparé la mobilisation d'Évian par

exemple, transformé depuis en Réseau intergalactique. Bien entendu, il ne faut pas avoir une vision idyllique d'un consensus qui s'établit bien souvent sur la base d'un rapport de force implicite. De même le fonctionnement en réseaux peut permettre la souplesse comme la désorganisation et l'improvisation permanente. Reste que le modèle des groupes affinitaires a une certaine efficacité : lors des tentatives de blocage des routes qui menaient à Évian pendant le G8, un groupe affinitaire s'occupait de constituer une « chaîne » traditionnelle tandis que des groupes plus mobiles tentaient de contourner le barrage policier. En cas de charge policière ou de jets de gaz lacrymogènes, ces groupes pouvaient se regrouper derrière la chaîne qui les protégeait. Tous ceux qui le souhaitaient pouvaient participer : autant ceux qui désiraient aller au plus près des forces de l'ordre qu'un orchestre de samba qui, derrière la chaîne, permettait de danser plus pacifiquement à sa guise. Dans de tels mouvements, la figure du « donneur de leçon » est à juste titre très mal acceptée et mal comprise. Si une telle posture critique peut conduire à une dispersion voire à un éclatement, elle constitue néanmoins un garde-fou contre les prétentions à posséder la vérité révélée et la seule « ligne juste », elle laisse une place salutaire au doute et aux expérimentations.

### **Un renouveau des questions stratégiques: le déplacement du clivage réforme-révolution vers le clivage pouvoir-antipouvoir**

La tentation de ceux qui regardent de loin les mouvements altermondialistes consiste à les classer selon leur degré de radicalité, selon le clivage traditionnel entre « réformistes » et « révolutionnaires ». Une telle façon de voir les choses risque de plaquer des divergences là où elles n'existent pas, de rabattre le débat stratégique, qui existe dans les collectifs, là où il ne se place pas. La conviction qu'un autre monde est non seulement possible mais aussi nécessaire constitue un point d'accord général. La divergence porte sur les modalités préconisées pour changer le monde, et sur la question de la politique partisane, du pouvoir comme lieu dont s'emparer. À ce titre, réformistes et révolutionnaires risquent fort d'être rangés dans le même sac « partisan », face aux théories de John Holloway, par exemple, qui préconise de « changer le monde sans prendre le pouvoir », et de multiplier les contre-pouvoirs comme autant d'anti-pouvoirs<sup>5</sup>. Bien sûr, cette approche intellectualisée et théorisée ne touche qu'une minorité d'activistes, mais sa traduction quotidienne est largement répandue : prendre le pouvoir ne sert à rien, car c'est le pouvoir qui vous prend. Cette théorie se nourrit de l'échec des expériences communistes et de la déception des expériences sociales-démocrates de type Lula au Brésil. Elle se nourrit aussi, en France, d'une certaine tradition anarcho-syndicaliste, dont la Charte d'Amiens en 1906 a été l'une des manifesta-

tions, et pour laquelle le modèle de courroie de transmission imposé par le PCF à ses « organisations de masse » est devenu un repoussoir légitime. Argumenter dans ce cas strictement pour la révolution contre le réformisme revient à tomber dans le hors sujet, même si la radicalisation des théories du contre-pouvoir peut déboucher sur un réalisme électoral. José Bové, sauf tout le respect qu'on lui doit, a, malgré ses diatribes contre la vieille forme parti, en « coma dépassé » selon ses déclarations de l'été 2003, soutenu la « vieille politique » de Georges Frêche, baron du PS à Montpellier, dès le premier tour des élections régionales en 2004. Bien entendu cette position a été ponctuelle, et lors des européennes Bové a exprimé sa sympathie à la fois pour Gérard Onesta, candidat des Verts dans le Sud-ouest, et Francis Wurtz, candidat PCF en Ile-de-France. Mais, plus généralement, et sans prétendre appliquer cette explication au cas de José Bové, le soutien électoral de certains partisans de « l'anti-pouvoir » aux formations politiques les plus compromises dans la gestion gouvernementale peut ne pas apparaître illogique : puisque de toute façon il n'y a rien à espérer de la politique partisane, autant voter pour le moins pire en espérant faire pression de l'extérieur, par le mouvement social. C'est sur la base de cette désillusion par rapport au politique qu'il est nécessaire et utile d'argumenter pour la nouvelle gauche anticapitaliste, plus que dans l'affirmation d'une identité révolutionnaire (qui pose débat au sein même de la LCR<sup>6</sup>) face à des « réformistes » qui de toute façon se sont éloignés de vraies réformes depuis bien longtemps. Si la gauche radicale doit adapter son argumentation au déplacement des clivages, celui entre sociaux-libéraux et anticapitalistes va certainement reprendre de la vigueur suite aux résultats des dernières élections régionales, qui permettent à l'ex-gauche plurielle, après la défaite du mouvement des retraites et la politique de combat mené par le gouvernement Raffarin-Sarkozy, de se présenter à nouveau comme candidate à l'alternance. Quoi qu'il en soit, s'il y a un débat à avoir avec les tenants de la thèse de l'anti-pouvoir, il est nécessaire de construire le mouvement avec eux. Dans la pratique, il y a accord sur la nécessité de combattre le capitalisme, sur l'importance des luttes et de leur autonomie. Dans des collectifs comme G8 Illégal se côtoient et travaillent ensemble des militants politiques et des adeptes des théories d'Holloway. Un certain mode de militantisme hérité des années 1970, où la moindre divergence prenait des proportions dramatiques et empêchait tout travail en commun, est, dans ces collectifs, largement dépassé.

Ces remarques ne constituent nullement une analyse exhaustive des apports du mouvement altermondialiste, mais permettent seulement de mettre en avant quelques principes sur lesquels se pencher pour apporter des pierres au chantier de la construction d'une nouvelle gauche anticapitaliste. Ces principes

## Pierre Khalfa

Syndicaliste, Conseil Scientifique d'ATTAC.

Le mouvement altermondialiste,  
nouveau mouvement d'émancipation

préexistaient au mouvement altermondialiste qui les a peut-être remis au goût du jour, au point que ces exigences sont ancrées dans l'état d'esprit d'une fraction significative des jeunes investis dans ces mouvements. Il est possible de les regarder avec le regard blasé de militants revenus de tout, comme des vieilles lunes ou des illusions naïves et récurrentes. Il est également possible de prêter attention à ces aspirations en les reconnaissant comme légitimes, en interrogeant nos propres pratiques et habitudes, et en tenant compte du fait qu'elles constituent, avec tous leurs paradoxes, leurs ambiguïtés, incohérences et caricatures, les bases sur lesquelles une partie de la jeunesse se politise aujourd'hui. Il serait dommage de ne pas tenir compte de ces expériences et de ces tâtonnements dans nos modes de fonctionnement et nos pratiques quotidiennes.

- 1 Merci à Cédric Durand, Vincent Gay, Ingrid Hayes, Florence Johsua, Jean Krivine, Lilian Mathieu et Julien Rochedy pour leur relecture critique et bienveillante. La teneur de l'article n'engage cependant que son auteur.
- 2 À ce propos, voir Jean-Gabriel Contamin, « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », et Éric Agrikoliansky, « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », textes pour le Colloque « Les mobilisations altermondialistes », Association Française de Science Politique, Paris, 3-5 décembre 2003.
- 3 Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001, p. 173.
- 4 Voir Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue, Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998, p. 229.
- 5 Lire à ce propos *ContreTemps* n° 6, « Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes », février 2003, et la poursuite du débat entre Daniel Bensaid et John Holloway dans *ContreTemps* n° 8, septembre 2003.
- 6 À ce propos, lire Florence Johsua, « La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la LCR », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 37, mai 2004.

**L'hypothèse de ce texte est que le mouvement altermondialiste est la forme** nouvelle que prend aujourd'hui l'organisation de la lutte pluriséculaire de l'humanité pour son émancipation, c'est-à-dire le combat contre toutes les formes de domination des êtres humains. Après avoir indiqué brièvement le sens qu'il faut donner à sa naissance, nous indiquerons les ruptures décisives qu'il a accomplies avec le mouvement d'émancipation qui l'a immédiatement précédé, le mouvement ouvrier. Enfin nous essaierons de voir dans quelle situation il se trouve aujourd'hui.

**Une rupture dans les rapports de force mondiaux**

Le mouvement altermondialiste<sup>1</sup> est apparu sur la scène politique internationale lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle à la fin de l'année 1999. Cette apparition n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein et, depuis le milieu des années 1990, les signes n'avaient pas manqué qui indiquaient un véritable tournant dans les mobilisations contre le libéralisme : 1994 au Chiapas, décembre 1995 en France, manifestation contre la dette à Birmingham en 1998, manifestations européennes contre le chômage, victoire sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, etc. Spectaculairement concrétisée à Seattle, avec l'alliance apparemment incongrue des sidérurgistes et des défenseurs des tortues, l'apparition politique de ce mouvement change la donne sur un point fondamental : le système fait désormais l'objet d'une remise en cause globale sur une large échelle. Nous entrons donc dans une période nouvelle<sup>2</sup> marquée par la présence politique à l'échelle mondiale d'un mouvement qui n'hésite pas à s'en prendre aux fondements mêmes du capitalisme néolibéral. Cette contestation est en fait le produit de deux préoccupations et d'une exigence. L'exigence est d'ordre démocratique. L'idéologie libérale se présente avant tout comme une naturalisation des processus économiques. Le marché et la concurrence sont présentés comme un « état de nature » que les gouvernements et les institutions internationales ont pour fonction de maintenir ou de rétablir selon le cas. Réaffirmer, dans ce cadre, le fait que ce sont les peuples et les citoyens qui doivent décider de leur avenir remet en cause les fondements